

**Préparation de la 3^{ème} Conférence Internationale sur le
Développement Durable des Petits Etats Insulaires en
Développement**

Rapport National de l'Union des Comores

Résumé exécutif	3
1 Introduction	5
2 Le Contexte National de l'Union des Comores	6
2.1 Contexte physique	6
2.1.1 Situation géographique	6
2.1.2 Climat et végétation	6
2.2 Situation politique	7
2.3 Situation socioéconomique	7
2.4 Cadre naturel et environnemental	8
2.5 Insularité et vulnérabilité	8
2.6 Le Cadre national pour le développement durable	9
3 De la Barbade à Maurice : progrès réalisés, les contraintes et les défis	10
3.1 Les réalisations au titre du Plan d'Action de la Barbade	10
3.2 Les faiblesses contraintes identifiées	11
3.3 Les défis et les questions émergentes	11
3.4 Observations et commentaires	12
3.5 Les leçons apprises	13
4 De Maurice vers Samoa : progrès réalisés, contraintes et les défis	15
4.1 Les réalisations et les avancées majeures enregistrées	15
4.2 Les faiblesses et les contraintes identifiées	18
4.3 Les leçons apprises	18
4.4 Les forces et les opportunités	20
4.5 Les défis et les questions émergentes	21
5 Actions pratiques et pragmatiques à engager pour améliorer la mise en œuvre du PAB et de la SM	22
5.1 Pour améliorer la mise en œuvre du PAB et la SM : perspectives pour le futur	
5.2 Les priorités et les perspectives pour l'agenda post-2015	24
Conclusion	25

Résumé exécutif :

L'union des Comores a pris part au plus haut niveaux, aux deux conférences internationales sur les petit Etats Insulaires en Développement, tenues à la Barbade en 1994 et à Maurice en 2005. La première évaluation nationale sur la mise en œuvre du Plan d'Action de la Barbade (PAB), réalisée en 2004 a révélé que les progrès accomplis ont été très modestes. Et que ceux-ci ont porté surtout sur l'amélioration du cadre juridique (élaboration des lois et adhésion aux Conventions internationales) et sur la mise en place ou la restructuration de structures d'exécution telles que la Direction de la protection civile, l'Observation du Volcan et la création du Comité Interministériel Consultatif sur l'Environnement. Les principales contraintes rencontrées étaient plutôt d'ordre institutionnel et financier. Il y a eu notamment très peu d'engagement de la part du gouvernement et de la Communauté internationale, et un manque d'appropriation du PAB par les institutions gouvernementales. Mais aussi la crise séparatiste survenue en 1997 a été profonde et longue à résorber.

La Conférence de Maurice a impulsé un nouvel élan, et les mesures préconisées dans la Stratégie de Maurice sont plus précises et explicites, et se complètent bien avec le PAB. Ainsi l'implication des institutions gouvernementales et l'engagement de la communauté internationale ont été plus forts et plus efficace, favorisés pas la paix et la stabilité politique retrouvée et par l'existence d'une stratégie nationale (la SCRP) qui a défini les grandes orientations à suivre et les investissements à réaliser en matière de développement et de protection de l'environnement. Par conséquent les progrès réalisés ont été bien meilleurs. Ils ont été enregistrés surtout dans le domaine du changement climatique et de prévention contre les risques de catastrophes naturelles, et dans les secteurs sociaux : l'Education et la Santé. En revanche les réalisations sont modestes en matière de protection de la biodiversité et de l'environnement en général et du relance des activités économique porteuses de croissance telles que le tourisme et l'agriculture. Les contraintes sont plutôt d'ordre systémique, institutionnel et financier et dans la majorité des cas, elles sont récurrentes depuis la conférence de la Barbade: faibles capacités institutionnelles, faibles coordination, manque d'information et d'échanges entre institutions, mise en œuvre des activités dépendant quasi exclusivement des financements extérieurs. Et le pays doit faire face également à des nouveaux défis, notamment: (1) contenir la dégradation continue et accélérée des ressources naturelles, (2) préparer la population à la résilience aux effets du changement climatiques et aux catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et violentes, (3) assurer la sécurité alimentaire en augmentant la production agricole, (4) sécuriser le pays et les frontières contre le terrorisme et la piraterie maritime, (5) protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel pour relancer la croissance économique, et (6) consolider la paix et la stabilité politique au niveau national.

Pour ce faire, le Gouvernement de l'Union des Comores, en partenariat avec l'équipe pays du système des Nations Unies s'est engagé à « *placer le pays dans une trajectoire de croissance durable et de développement vert, résilience au climat et sobre en émission de carbone et compatible avec les objectifs de conservation de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles* ». Ainsi la nouvelle stratégie nationale de développement, en cours de préparation pour couvrir la période 2015-2019 sera alignée à cette vision, et une Commission Nationale de Développement Durable a été créée pour assurer le suivi et le pilotage de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie baptisée « *Stratégie de Croissance Accélérée pour le Développement Durable* ».

Ainsi pour le futur, le Gouvernement a décidé de mettre l'accent sur la **relance d'une croissance économique verte** visant à trouver un juste milieu entre la nécessité de créer des richesses et des emplois pour lutter contre la pauvreté et le devoir de protéger et gérer durablement les ressources et lutter contre les dérèglements climatiques. C'est par ailleurs la voie la plus appropriée pour le pays de réduire la vulnérabilité économique des populations, et de se respecter ses engagements internationaux en matière de contribution à la protection de l'environnement mondial et national.

Introduction

En 1989, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une résolution visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur les impacts négatifs éventuels de l'élévation du niveau de la mer sur les petites îles et les littoraux de faible altitude. La Conférence de Rio de Janeiro en 1992, tient compte ce cas particulier des petites îles (voir chapitre 17 du Plan d'Action 21) et appelle à la tenue d'une Conférence internationale sur le développement durable des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID).

Tenue à la Barbade en 1994, sous l'égide des Nations Unies, la conférence a abouti à l'adoption du Plan d'Action de la Barbade (PAB) articulé en 14 domaines prioritaires d'intervention.

En 1999, la première évaluation de la mise en œuvre du PAB, conclut qu'il fallait recentrer les priorités sur les six domaines suivants : (1) les changements climatiques, (2) les catastrophes naturelles et la variabilité climatique, (3) les ressources en eau, (4) les ressources marines et côtières, (5) l'énergie et (6) le tourisme. La deuxième évaluation qui a eu lieu dans le cadre de la préparation du Sommet Mondial sur le Développement Durable (RIO+10) tenu à Johannesburg en 2002 a relevé que les progrès réalisés n'étaient pas à la hauteur des ambitions du PAB. Une deuxième conférence mondiale sur les PEID a donc été organisée à Maurice en 2005, pour examiner les moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'application du Plan de la Barbade. Elle a abouti à l'adoption de la Stratégie d'Intervention de Maurice (SM) dont l'objectif principal est de fixer la voie à suivre pour renforcer et accélérer la mise en œuvre du PAB.

Dix ans après Maurice, une troisième conférence sur les PEID est prévue de se tenir à Samoa courant 2014. Et le présent rapport a été élaboré dans le cadre de la préparation de la dite Conférence. Il fait état des progrès réalisés aux Comores en matière de Développement Durable, en application du Plan d'Action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice. Il met en relief les résultats obtenus, mais aussi les principales contraintes rencontrées, et les défis à relever ainsi que la vision à suivre pour le futur.

Ce document est le résultat d'un travail collectif qui a impliqué plusieurs institutions gouvernementales, ainsi que des organisations de la société civile et les partenaires internationaux, en particulier les agences du Système des Nations Unies. Il a été préparé sur la base des rencontres avec les parties prenantes et des analyses critiques des rapports existants notamment « l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action de la Barbade », « le rapport sur le suivi de l'application de la stratégie de Maurice », et le rapport relatif à « la préparation de la conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, Rio +20 ».

2 Contexte National de l'Union des Comores

2.1 Contexte physique

2.1.1 Situation géographique

L'Archipel des Comores est constitué de quatre îles d'origine volcanique situées à l'entrée Nord du Canal de Mozambique entre Madagascar et la côte Orientale de l'Afrique. Mais l'une des quatre île, Mayotte, étant encore sous administration française, ce rapport ne concerne que les trois îles qui sont sous la souveraineté effective de l'Union des Comores. C'est-à-dire Grande Comore, Mohéli, et Anjouan. A égale distance entre Madagascar et la côte Est africaine, les 3 îles couvrent une superficie totale de 1861km².

Sur le plan géostratégique, les îles Comores se trouvent sur la principale route de transport maritime de l'Océan Indien où passent notamment les grands pétroliers du monde qui transportent du brut du Golfe persique vers l'Europe et l'Amérique. C'est une position qui les expose à un risque très élevé de pollution maritime venant de déversement des hydrocarbures. Sur le plan climatique, l'archipel est situé sur une zone cyclonique importante même si le passage des cyclones n'est pas aussi fréquent comme dans l'île voisine de Madagascar. Sur le plan écologique, les Comores se trouvent au centre du triangle sud-Tanzanie/nord-Mozambique/-nord-ouest de Madagascar considéré aujourd'hui comme le second triangle de biodiversité récifale au monde après celui de l'Indonésie (Obura et al, 2012). Sur un plan économique les îles sont relativement isolées, du fait de leur éloignement des principaux marchés d'Asie, d'Europe et d'Amérique.

Tous ces facteurs font des Comores, un pays fragile à plusieurs égards, et exposé à des risques de catastrophes naturelles et écologiques assez importants.

2.1.2 Climat et végétation

Le Climat des Comores est de type tropical humide sous influences océaniques, marqué par une saison chaude et pluvieuse (décembre à mai) et une saison sèche et fraîche (juin à novembre). Les températures moyennes se situent entre 23 et 35°C, tandis que la pluviométrie moyenne peut atteindre 2 500 mm dans certains endroits du pays. Ce sont donc des conditions climatiques très clémentes et surtout très favorables aux activités agricoles et touristiques, entre autres.

La végétation est dense, généralement verdoyante et très diversifiée. Elle est variable en fonction de la nature du sol et des microclimats assez nombreux dans les îles. Et elle est favorisée par une pluviométrie abondante et des sols d'origine volcaniques généralement riches.

Toutefois les observations faites ces dernières années sur quelques stations, font apparaître une diminution des précipitations par rapport à la normale pluviométrique (300 mm) enregistrée sur 30 ans (de 1971 à 2000). Et parallèlement à cela on observe une tendance à la hausse des moyennes thermiques annuelles sur la même période. (*Problématique de la désertification aux Comores, Youssouf H. 2012*) En outre, le rapport du GIEC indique pour le bassin Océan indien, que la température moyenne annuelle a augmenté de 0,9°C depuis 1960, et que « la zone des Comores devrait connaître en 2100 une augmentation de +1,4°C à +3,7°C ». Le rapport révèle également « une diminution importante des précipitations annuelles dans la zone, plus particulièrement sur les îles du Nord des Comores ».

Ces données laissent penser que les Comores pourraient connaître à l'avenir des périodes de sécheresse assez sévères qui affecteraient en premier lieu l'agriculture, les écosystèmes naturels et les ressources en eau.

2.2 Situation politique

Depuis son accession à l'indépendance en 1975, l'Union des Comores a connu une histoire politique mouvementée, marquée en particulier par des coups d'Etat et l'entrée en dissidence de l'île d'Anjouan de 1997 à 2000. Cette situation d'instabilité n'a pas permis au pays de mettre en place des institutions stables susceptibles de le placer durablement sur la voie du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Mais depuis l'accord de réconciliation nationale signé à Fomboni en août 2000 sous la médiation de la communauté internationale, les Comores ont renoué avec la stabilité politique. Une nouvelle constitution a été adoptée par référendum en 2001, suivie de la mise en place des nouvelles institutions et la tenue d'élections présidentielles en 2002, 2006 et 2011. Le système politique est de type fédéral avec, au niveau de l'Union, un Président élu au suffrage universel direct pour 5 ans et un parlement monocaméral, et au niveau de chaque île autonome, un Gouverneur et un conseil de l'île élu également pour 5 ans.

Au niveau régional, outre l'UA, l'Union des Comores est membre de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui regroupe 4 Etats insulaires du Sud Ouest de l'Océan Indien, et le département français de la Réunion. Elle fait partie également du COMESA, le marché commun des Etats de l'Afrique de l'Est et Australe. Toutes ces organisations mettent en œuvre des programmes régionaux ayant trait à l'intégration économique, au développement socioéconomique ou à la gestion durable des ressources. La stabilité politique et institutionnelle est donc retrouvée, mais la situation demeure encore fragile comme en témoigne la récente tentative de déstabilisation survenue en avril 2013.

L'appui de la communauté internationale reste donc encore indispensable pour consolider les acquis de la paix, stabiliser les institutions, promouvoir la bonne gouvernance, et relancer les activités économiques en faveur des communautés les plus démunies en particulier.

2.3 Situation socioéconomique

L'économie repose essentiellement sur le secteur primaire et les services de détail, qui représentent respectivement environ 51 et 18 % du PIB (BM, 2011). Le secteur primaire concerne surtout l'agroalimentaire (agriculture, pêche, élevage) qui génère près de 50% du PIB. Trois grandes cultures commerciales (la vanille, les clous de girofle et l'ylang-ylang) procurent environ 90% des recettes d'exportation du pays. La production vivrière, principalement les bananes, coco et tubercules, ainsi que la pêche, destinée à la consommation locale, reste sous-développée, et le secteur industriel est quasi inexistant.

La situation économique s'est généralement améliorée ces dernières années, dû principalement aux envois continus de fonds de la diaspora, à l'accroissement de l'aide extérieure et à l'amélioration de l'intermédiation financière et de l'offre de crédit au secteur privé. Et parallèlement la situation budgétaire s'est également améliorée grâce notamment à une meilleure mobilisation des ressources publiques et un contrôle plus efficace des dépenses de l'Etat (*évaluation de la SCRP, 2013*).

Mais avec un PIB à 680 USD par tête d'habitant (2007), les Comores font partie du groupe des pays les moins avancés (PMA). En 2013, le pays est classé à la 169e place sur 186 avec un Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0.429. Et les récentes estimations indiquent que le taux de pauvreté des ménages est passé de 36,9% en 2004 (date de l'enquête ménages) à 38% en 2012.

Néanmoins, les indicateurs non monétaires indiquent des progrès significatifs dans les secteurs sociaux. On a noté notamment en matière de santé, des baisses sensibles des taux de mortalité infantiles, infanto juvéniles et maternelle, et une réduction du taux de prévalence du paludisme. Et en matière de l'éducation, une augmentation du taux de scolarisation dans le préscolaire et dans le primaire, et du taux d'admission en 1^{ère} année du secondaire.

En revanche le taux d'accroissement démographique reste très élevé (2,1 %). La population est estimée à 743 797 habitants en 2013 (*Projections CGP*), et la densité (400 habitants/km²) est l'une des plus élevée en Afrique.

En résumé, l'économie comorienne est peu diversifiée et peu productive. Elle est caractérisée par des ressources naturelles limitées, un marché intérieur restreint, de faibles capacités institutionnelles et une base d'exportations étroite. Ce qui la rend particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs.

2.4 Cadre naturel et environnemental

L'environnement des Comores est caractérisé par une diversité des habitats, une grande richesse floristique et faunistique spécifique et un taux d'endémisme élevé avec des éléments d'importance mondiale tels que le cœlacanthe et les chauves-souris Livingstone. On indique que : « à l'échelle mondiale, les Comores font partie des 20 îles ou archipels caractérisés par un endémisme spécifique remarquable de leur biodiversité » (*CALDECOTT et al, 1996*). On a recensé en effet plus de 2000 espèces de plantes terrestres sur les 3 îles. La faune est très diversifiée et équilibrée en ce sens que toutes les espèces zoologiques y sont représentées. L'environnement marin et côtier est aussi très riche, caractérisé par des mangroves, des récifs coralliens et des herbiers abritant une faune marine remarquable et diversifiée. Mais le potentiel naturel des Comores est encore mal connu, et de nombreuses espèces sont menacées d'extinction en raison de la dégradation généralisée et continue des milieux. La principale cause de dégradation est l'homme qui exerce une forte pression sur les ressources naturelles et ses écosystèmes (déboisement estimé à 500h/an, braconnage, extraction, pollution, destruction diverses ...). Cette pression est favorisée par :

- la croissance démographique augmentant ainsi les besoins en terre et en ressources
- la grande pauvreté engendrant une dépendance envers les ressources naturelles
- Le manque de solutions alternatives aux usages et pratiques traditionnelles.

La conservation, la valorisation et l'utilisation durable des ressources naturelles constituent ainsi un défi majeur pour les Comores face à une pression anthropique de plus en plus forte.

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_8957

